La philosophie dans le processus de démocratisation en Afrique

Lou Bamba^{*}

On ne peut mûrir pour la liberté, si l'on n'a pas été mis au préalable en liberté.
E. Kant¹

Résumé: le processus de démocratisation en cours en Afrique, la philosophie a un rôle à jouer. En tant que forme d'expression libre et publique de la pensée elle se donne pour vocation de refléter l'ordre naturel, d'où la prééminence de l'être. Pour cela, sa contribution intensive et profonde réside dans la saisie du sens. Un regard sur l'histoire nous montre qu'il y a un rapport entre la philosophie et la démocratie parce que cette dernière dans l'ensemble repose sur l'idée d'un droit naturel rattaché à la nature de l'homme. Le droit naturel est vu de nos jours comme la liberté. En ce sens, la philosophie et la démocratie ont le même enjeu: la liberté de l'homme. À cause du paradoxe qui caractérise la situation en Afrique depuis 1990 en termes de démocratie, la philosophie se doit de clarifier les concepts-clé de l'iceberg démocratique tels que le système représentatif, le droit de vote, l'état de droit et le respect des droits de l'homme, l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie et enfin la promotion de la tolérance comme facteur de paix. La philosophie doit être enseignée non seulement dans le système scolaire et universitaire mais aussi dans tous les secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.

Mots-clés: philosophie, démocratisation, Afrique, années 90.

---

^{*} Faculté de Lettres. Université de Cocody. Abidjan, Côte d'Ivoire.

¹ KANT, E. *La religion dans les limites de la simple raison*. Paris: Vrin, 1995, p. 202.

INTRODUCTION

Dans le processus de sa démocratisation, l'an 1990 a marqué pour l'Afrique un tournant presque aussi important et aussi décisif que l'a été 1960. Tout se passe cependant comme si aujourd'hui retrouvait hier dans un éternel retour où l'enjeu de la libération, qu'il se nomme *indépendance* ou *démocratisation* demeure inchangé pour les Africains.

Hier, la libération dépendait d'une victoire politique sur des puissances extérieures. Mais la victoire obtenue, presque partout sur le continent, les dirigeants africains, héros de l'indépendance ou non, voulurent concentrer tout le pouvoir politique entre leurs mains. Il s'en est suivi un divorce entre eux et les peuples. La faillite économique et la misère sociale en furent la sanction autant que la conséquence. Aujourd'hui, vécue et recherchée comme la *seconde libération*, la démocratisation répond à un appel contre l'oppression exercée par des forces intérieures et traduit par conséquent une exigence de liberté pour les peuples africains. Et cependant, les réformes à peine entamées, voici que partout sur le continent, se dressent aussitôt d'innombrables obstacles réduisant le processus à un simple slogan:

Comme *le bon sens* cartésien, la profession de foi démocratique devient la chose du monde la mieux partagée parmi les dirigeants africains, héritiers ou non du parti unique.

En effet, il n'est pas aujourd'hui un seul dirigeant qui ne revendique la démocratie pour son propre compte. Chacun pense en être un si ardent promoteur et défenseur que toutes les guerres n'opposent que des démocrates de différents camps! En quoi, dirait Descartes, "*il n'est pas vraisemblable que tous se trompent; mais plutôt cela témoigne... de ce que nous conduisons nos pensées par diverses voies, et ne considérons pas les mêmes choses*".² Chacun donne à la démocratie le contenu qui lui paraît profitable et qu'il tente d'imposer aux autres.

Concernant donc la démocratie en Afrique, n'est-ce pas le sens qui manque le plus? Or la question du sens déborde les contingences historiques. C'est pourquoi, au delà des *solutions* envisagées ici et là – caution ou intervention

de l'Occident, forces d'interposition, conférences nationales, aide conditionnelle – il y a un facteur dont l'influence, potentiellement prééminente, est capable d'apporter une contribution intensive et plus profonde: *la saisie du sens*. Et le sens, les idées, les concepts, la réflexion critique et autocritique sont avant tout affaire des philosophes.

Les philosophes semblent pourtant restés plus discrets dans le processus de démocratisation en cours. Celui-ci ne paraît concerner que les hommes de droit, les économistes et autres politologues. Les philosophes peuvent-ils valablement se mettre en vacances au moment où se joue le destin de leurs peuples? La philosophie ne se trouve-t-elle pas elle aussi en pleine histoire à l'instar de la démocratie? Habitante de l'histoire et de la vie, la philosophie ne s'installerait-elle pas en leur centre?

Dans le processus de démocratisation en cours en Afrique que vaut alors la philosophie? Ou tout simplement, a-t-elle quelque chose à dire ou à faire?

N'est-ce pas en pleine scène, en pleine action que la philosophie et la démocratie peuvent mieux apercevoir et appréhender ce que l'une représente pour l'autre? L'intérêt que revêt la démocratie pour la philosophie et réciproquement l'importance de la philosophie dans la démocratie ne sauraient relever d'un simple effet de mode. L'histoire des faits et des idées nous les montre en maints endroits (dans le temps et dans l'espace) en dialogue permanent dont l'enjeu demeure fondamentalement la liberté.

PHILOSOPHIE ET DEMOCRATIE DANS L'HISTOIRE: LES ENJEUX DE LA LIBERTÉ

L'acte de philosopher, comme tout acte humain, est toujours déjà inséré dans le tissu d'une histoire qui le précède. C'est pourquoi, la philosophie n'a pas seulement une histoire; elle s'identifie avec l'histoire puisqu'elle n'est rien d'autre que "son temps élevé à la pensée". L'histoire et la pensée sont en effet intimement liées. Ce rapport à l'histoire se constitue dans la définition que la philosophie donne d'elle-même.

Comme *philosophia perennis*, elle se définit d'abord comme science de l'être, faite d'une réflexion sur des problèmes intemporels Elle prône la fidélité

abstraite aux concepts, à un ordre où la pensée se donne pour vocation de refléter l'ordre naturel. Ainsi si elle ne remet pas en cause l'ordre existant, elle le justifie: d'où la prééminence de l'être. N'est-ce pas la persistance de cette conception qui amène à exiger de la philosophie la justification de son intervention sur des questions d'actualité? De quel droit la philosophie interviendrait-elle dans les questions politiques? Son lieu naturel ne serait-il pas la pure abstraction? Cette question n'est pas toutefois inutile, car la visée de l'intemporel est inhérente à toute quête du sens. Pour avoir longtemps subordonné la question de développement au matériel, à l'économie, les africains ont eu une vue réductionniste non seulement du développement mais de la vie dans son ensemble. La philosophie n'a-t-elle pas son mot à dire.

Comme *pensée vivante*, dont le dialogue socratique donne l'exemple, la philosophie se définit comme forme d'expression libre et publique de la pensée. Le philosophe est un homme de la Cité. L'organisation de la société, ses conditions de vie et d'existence l'invitent à l'engagement, qu'il soit théorique ou pratique. C'est ici que philosophie et politique se rencontrent. Se révèlent alors des enjeux politiques et idéologiques dont l'appropriation des philosophies est l'objet. De là des philosophies politiques qui se rattachent de près ou de loin à des auteurs, à des œuvres ou à des courants de pensées. C'est dans cette perspective que se pose la question du discours philosophique sur la démocratie. Dans l'histoire, comment se présente le rapport de la philosophie à la démocratie. Une fois encore, l'Occident nous fait signe. Un même lieu pour les deux: la Grèce antique. Si aujourd'hui, le consensus semble fait sur l'acceptation de la démocratie comme forme qui garantit le mieux la liberté par la participation des citoyens aux décisions de la cité, Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Dès le début, elle est apparue comme un concept équivoque. Dans la *Cité divisée*³, Nicole Loraux, rappelle le curieux paradoxe qui traduit la méfiance des Athéniens à l'égard du modèle démocratique dont ils sont pourtant à l'origine. *Ils y réfléchissaient à deux fois avant de le prononcer*, écrit-elle. C'est que le terme est en lui-même équivoque. Ses composantes *dêmos et kratos* connotaient dans leurs multiples acceptions l'idée de conflit. *Dêmos* désignait à la fois le peuple, et le parti populaire; avoir le *kratos*, signifiait aussi bien *avoir tout pouvoir sur* que *avoir le dessus*. Dans un tel contexte, les adversaires du régime démocratique ne manqueront pas de lui donner un sens dépréciatif.

La forme de gestion de la société est tributaire de la conception que l'on se fait de l'homme. L'anthropologie détermine la politique. Si la démocratie dans l'ensemble repose sur l'idée d'un droit naturel rattaché à la nature de l'homme, sa conception a évolué de l'antiquité à nos jours. Aujourd'hui, ce droit naturel est la liberté, hier il s'agissait de l'ordre hiérarchique inscrit dans la constitution naturelle de l'homme. Le meilleur régime était celui conforme à la nature. L'homme était dit naturellement social. Mais les habitants de la cité n'étaient pas tous des hommes libres. La démocratie était réservée aux seuls adultes mâles et libres. L'une des rares femmes dont il est fait mention, auprès d'un homme politique est Aspasia de Millet, compagne de Périclès. Il lui était d'ailleurs reproché de ne pas occuper la place qui lui revenait de droit, c'est-à-dire: le gynécée. La place de l'esclave était auprès d'un maître: dans une famille. Il joue le rôle d'instrument de production. La démocratie était directe dans cette cité aux étendues modestes où l'homme libre pouvait consacrer son temps à participer aux affaires publiques. C'est la nature qui légitime la place de chaque homme dans la cité. Ainsi nature, ordre, justice et légalité étaient pour les Grecs synonymes. Leo Strauss invite à une distinction entre le droit naturel antique et classique et le droit naturel moderne:

Par doctrine classique du naturel, on peut entendre la doctrine qui fut créée par Socrate et développée par Platon, Aristote, les Stoïciens et les théologiens chrétiens (spécialement Thomas d'Aquin). Il faut la distinguer de la doctrine moderne du droit naturel qui apparut au cours du XVII^e siècle.⁴

Au centre de la vie politique, c'était donc la justice et l'ordre, et non l'égalité et la liberté. La justice et le droit, dans ce cas, consistaient à mettre chaque membre de la société à la place qui lui revenait, et à ne pas nuire à quiconque. La division du travail et la spécialisation des fonctions traduisaient cette idée de justice. Chez Platon, par exemple, la justice était la condition de toutes les vertus dont la sagesse, le courage et la tempérance. La cité juste était celle où chaque classe accomplissait la tâche à lui assignée par la nature (*homme libre ou esclave*): chacun dans le domaine naturel défini par sa naissance devait s'appliquer à donner le meilleur de lui-même. La conséquence d'une telle conception de l'enjeu politique fut évidemment la justification de l'ordre établi.

---

⁴ STRAUSS, Léo. *Droit naturel et histoire*. Paris: Plon, 1954, p. 115.

L'esclavage fut jugé et justifié comme ordre naturel (Platon, Aristote). Au contraire de cette conception, le droit naturel moderne place dans la liberté l'essence de l'homme. La cité n'est plus le lieu naturel de l'homme. Le rôle dévolu à l'Etat, à la politique n'est plus simplement de promouvoir la vie vertueuse, mais de sauvegarder le droit naturel le plus fondamental qu'est la liberté. Le corps social n'est pas un fait de nature. Il est le résultat d'une édification, d'une construction dont le ciment est constitué des règles de droit. Quelle que soit sa classe sociale, la possibilité s'ouvre pour lui de participer, par l'intermédiaire de ses représentants, aux décisions de sa cité. L'homme devient le centre de l'activité politique. Il est désormais la valeur suprême. A l'origine de cette nouvelle orientation, on trouve les juristes et les philosophes Hugo Grotius, Pufendorf, Thomatius, Leibniz, Ch. Wolff, Burlamaqui, etc.⁵

L'enjeu de la liberté humaine est ici à la fois éristique et heuristique. Dans un premier temps en effet, il s'agit de lutter contre la théorie du droit divin qui fonde la source de toute autorité civile en Dieu. Dans un second temps, il ressort de cette lutte la sécularisation du droit naturel qui donnera la laïcité, l'un des piliers fondamentaux de la république moderne. La politique est affaire humaine et non celle des dieux. Les hommes sont des entités libres. C'est à eux de décider de la manière dont ils doivent vivre ensemble.

On voit par là que la démocratie est avant tout une aventure de la liberté qui revendique son plein accomplissement au plan collectif. C'est encore les philosophes, notamment *ceux du Contrat*, qui en sont les porte-parole. Thomas Hobbes, John Locke, Jean-Jacques Rousseau, Emmanuel Kant, et bien d'autres. Ils partent tous de la conviction que si l'homme se définit par la liberté, une liberté non éduquée est dangereuse: C'est l'hypothèse de *l'état de nature*. Celui-ci se caractérise par un vide juridique. Qu'il soit posé d'emblée comme un état de guerre – *homo homini lupus* – comme le dit Hobbes ou qu'il soit considéré comme un état de paix et d'assistance mutuelle comme le veut Locke, ou encore comme un degré zéro de la politique ainsi que l'affirme Rousseau, une chose est constante et certaine. L'état de nature se définit comme un état dépourvu de toute législation juridique positive consensuelle. Il n'y a aucun

---

⁵ DERATHE, R. *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*. Paris: PUF, 1960, p. 41 et sq.; GOYARD-FABRE, S. *Kant et le problème du droit*. Paris: Vrin, 1975, p. 13 et sq.

jugé commun. Sans règles de droit durables et consenties, c'est le règne de la précarité et de l'insécurité. La sortie de cet état s'impose alors comme un impératif. En d'autres termes, il faut redéfinir adéquatement l'objet et l'enjeu de la politique.

La question fondamentale en politique est alors celle-ci: Comment accorder les libertés entre elles afin qu'elles ne se nuisent pas les unes aux autres? Comment concilier les différentes libertés afin qu'ensemble, elles puissent constituer un espace de liberté beaucoup plus grand où chaque liberté est garantie dans son essence? Jean-Jacques Rousseau exprime le mieux ce qui constitue l'enjeu même de la démocratie:

Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant.

Il y a donc à la base de la démocratie, la conception de l'homme comme liberté; liberté, non pas simplement comme absence de contrainte, mais surtout comme capacité de commencer par soi-même une série d'événements, capacité de s'auto déterminer. C'est parce que l'homme est liberté que la démocratie est la meilleure forme de gestion sociale qui puisse le protéger et le défendre. C'est aussi parce que l'homme est liberté que des droits inaliénables lui sont strictement rattachés

Poser la liberté et l'égalité comme postulats mêmes de la démocratie signifie que, d'une part, par nature, les hommes sont des êtres dont les actions peuvent leur être imputées, et d'autre part, personne n'a une constitution qui le situe au dessus de ses semblables. Par nature personne n'est fait pour commander à personne; et réciproquement, personne n'est condamné à l'obéissance. Chaque homme est une dignité propre en vertu de sa personne que la cité démocratique doit conserver dans son intégrité.

CONTRIBUTION DE LA PHILOSOPHIE A LA DEMOCRATISATION EN AFRIQUE

Pouvoir aller à la rencontre de l'universel signifie que quelque part nous le portons déjà en nous. La philosophie et la démocratie telles qu'elles viennent

d'être définies et telles qu'elles tendent à s'imposer non seulement en Afrique mais aussi un partout dans le monde, ont un sens et une histoire profondément ancrés dans la culture occidentale. Et la tentation est grande de chercher dans les modes traditionnels africains de gestion du pouvoir politique des formes ou des modèles de démocratie. D'excellents travaux de philosophes et d'anthropologues ne manquent pas.⁶ Cela constitue une piste de recherche légitime et exaltante qui gagnerait à être explorée plus en avant.

Dans tous les cas, en ce qui concerne la démocratie, il s'agit de la liberté en acte dans sa réalisation. Et il n'y a pas une liberté proprement africaine, pas plus que les autres valeurs démocratiques ne sont l'exclusivité d'un peuple. La relativité des contextes socio-historiques ne peut invalider l'universalité de leur portée. Le schéma de la démocratie prend donc en compte le contexte africain actuel et les éléments constitutifs de la démocratie telle qu'elle doit garantir les droits fondamentaux de l'homme.

Depuis 1990, la situation en Afrique se caractérise fondamentalement par un paradoxe: l'affirmation de plus en plus pressente de la volonté des peuples africains de se libérer s'accompagne en même temps de la multiplication d'entraves de toutes sortes.

Les signes visibles de l'iceberg démocratique sont assez nombreux:

- *Le pluralisme des partis.* S'il ne constitue nullement l'essence de la démocratie, il en est au moins un signe extérieur.
- *La pluralité de la presse.* Elle élargit le champ de la communication au sein de la société et contribue à la culture démocratique. Désormais, il semble qu'il est possible à toutes les tendances politiques de pouvoir s'exprimer. Mais que d'entraves encore à la liberté d'expression!
- *Une vie associative plus intense.* Les ONG se multiplient. Dans presque tous les secteurs, les travailleurs se constituent en syndicats pour défendre leurs intérêts. Cela témoigne que la défense des valeurs

---

⁶ DIOP, Cheik Anta. L'Afrique précoloniale. *Présence Africaine*, 1960; OBENGA, Théophile. De l'Etat dans l'Afrique précoloniale: le cas du royaume Kouch dans la Nubie ancienne. *Présence Africaine* n. 127/128, 1983.

démocratiques n'incombe pas aux seuls partis politiques qui ont la conquête du pouvoir d'Etat pour vocation.

- *Confrontation des idées.* Des groupements politiques donnent la possibilité aux peuples d'apprécier leur volonté politique à travers la publication des projets de sociétés ou de programmes de gouvernement. On a vu se tenir des conférences nationales, des forums pour débattre publiquement destin de nos peuples avec pour enjeu l'alternance démocratique au pouvoir.
- *Privatisation généralisée.* La libéralisation prend une forme plus accentuée par la vente aux particuliers de tout ou presque de ce qui constituait jadis les prérogatives de l'Etat, et appelle une nouvelle philosophie de l'économie.

Le contexte est donc à la fois porteur d'espoir et de difficultés multiples, voire de désillusions:

- *Regain du repli sur soi.* On assiste à la manifestation de nationalismes parfois exacerbés, et surtout à la multiplication des foyers de tension, voire des guerres.
- *Effervescence religieuse.* Le désir légitime de complétude a tendance à se muer en fanatisme, source d'exclusion et d'intolérance, pouvant mettre en péril le principe de laïcité de la république démocratique.
- *Le poids de la tradition.* La question des castes, la gérontocratie ou le grand-frérisme⁷, le respect des coutumes ancestrales, etc. constituent encore des entraves vivantes aux principes démocratiques qui exigent un libre débat public, sans tabou, avec la possibilité de remise en question.

Dans un tel contexte, que vaut la philosophie? Qu'attend-on d'elle? Elle ne peut renoncer à sa vocation de saisir le sens. Il s'agit de dire en tout

---

⁷ Néologisme indiquant le respect excessif que dans nos sociétés, les plus jeunes doivent accorder aux plus âgés, aux aînés.

temps ce qu'est la chose démocratique. La fidélité au sens invite au respect. Exiger la fidélité au sens de la démocratie, c'est la prescrire. La prescription passe par la détermination des éléments constitutifs de la démocratie et s'affirme comme éducation à la citoyenneté.

La démocratie comme système représentatif

Que la démocratie soit un régime nécessairement représentatif, c'est-à-dire celui où la volonté des citoyens s'exprime par la médiation de représentants élus au sein du peuple, apparaît aujourd'hui comme une évidence. En effet la démocratie directe est impossible pour les raisons suivantes:

- la taille de l'Etat: tout un pays, tout un peuple n'a ni le temps ni l'espace nécessaire pour s'assembler avant de prendre une décision.
- les compétences des citoyens. La participation au gouvernement, à la législature, à la magistrature exigent des compétences que tous les citoyens n'ont pas toujours.

La représentation est donc nécessaire car elle permet aux gouvernés, de pouvoir choisir à intervalles réguliers ceux à qui ils confient le pouvoir de décider. Afin de respecter la souveraineté du peuple, chacun des intermédiaires, (exécutif, législatif, et judiciaire) doit agir strictement dans le respect de ses attributions, de ses limites et prérogatives. En préconisant dans *l'Esprit des lois*, la théorie des trois pouvoirs, Montesquieu avait à cœur d'éviter l'érection d'une volonté particulière sur le trône. Le respect du sens signifie que la représentation soit représentative; que le pluralisme ne soit pas seulement de façade, mais réel. Le tribalisme, l'exclusion, l'intolérance, le clientélisme semblent encore présider aux choix des actions des hommes politiques.

Le droit de vote

C'est encore Rousseau qui énonce le principe de la liberté comme autonomie: "*l'obéissance aux lois qu'on s'est prescrite est liberté*".⁸ Quelle

signification peut-on donner au libre choix des gouvernants si les gouvernés ne s'intéressent pas aux actions du gouvernement, s'ils ne se sentent pas appartenir à une société politique, mais seulement à une famille, à un village, à un clan. Il importe de nous interroger si nos sociétés sont un peuple de citoyens. Que dire de l'électeur qui ramène à un candidat le bulletin de son adversaire afin de marquer son indéfectible attachement en échange de quelques billets de banque?

La pauvreté n'explique pas tout. Certes, l'indigence obscurcit la voie de la liberté et des valeurs. Elle rend inaudibles les cris de la liberté, de l'égalité, de la justice. La peur et la misère engendrées par la détresse et la misère créent les conditions propices d'une dépendance chronique. Mais au delà de cette raison, on peut percevoir l'absence, ou l'insuffisance de l'éducation civique.

L'Etat de droit et le respect des droits de l'homme

Une des tâches de la philosophie face au processus de démocratisation pourrait être le travail nécessaire de clarification du concept d'Etat de droit, au-delà des effets de mode. En ce sens, il faut comprendre le processus de démocratisation comme une lutte contre les dictatures et l'autoritarisme. *"L'Etat de droit est celui où ce ne sont pas les hommes mais les lois qui gouvernent"*, disait E. Kant. Tous les conflits et autres situations de crises doivent être réglées par la voie du droit plutôt que par la violence et l'arbitraire. La légalité, la primauté de la constitution, la séparation des pouvoirs comme source de l'indépendance de la magistrature, la protection juridique des individus, le respect des droits de l'homme sont, entre autres, les caractères essentiels de l'Etat de droit.

Au total, si on a l'impression que les questions qui sont au centre des débats autour de la démocratie en Afrique, sont des questions inédites, n'est-ce pas tout simplement parce que l'on n'a pas pris le soin, ni le temps d'interroger ou d'écouter la philosophie? Non seulement la philosophie et la démocratie ont une origine commune dans l'homme, mais dans l'histoire elles s'éclairent l'une l'autre. C'est pourquoi, au moment où le processus démocratique entamé dans l'enthousiasme depuis 1990 se poursuit dans la perplexité, il est heureux de constater que l'on en revient à la philosophie.

Dans le système scolaire et universitaire, la philosophie pourrait être tout à fait indiquée pour contribuer d'une part à l'éducation aux droits de

l'homme et à la démocratie, et d'autre à la promotion de la tolérance comme facteur de paix.

Education aux droits de l'homme et à la démocratie

Dans le cadre formel de l'école par exemple, la philosophie peut contribuer à la culture de la paix par l'enseignement d'un programme à la fois global et bien circonscrit. Tout en étant transdisciplinaire, ce programme pourrait être enseigné comme un sujet distinct. L'éducation aux droits humains et à la démocratie doit systématiquement faire partie de l'enseignement secondaire et supérieur par le truchement de la philosophie. Celle-ci est à même d'indiquer que c'est le début de l'éveil à la vie qu'il faut prendre conscience de l'incommensurabilité de la vie humaine, fragile, mais infiniment précieuse. Les notions de droit, de responsabilité et de processus démocratique doivent également être abordées dans la quasi-totalité des matières traitées. Il faut faire en sorte que ces notions imprègnent les valeurs que la vie scolaire et le processus de socialisation ont pour but d'inculquer du secondaire au supérieur.

Les droits humains ne sont pas spontanément connus. Il faut œuvrer à faire comprendre que l'individu en tant qu'homme possède des droits innés, inviolables et inaliénables qui s'affirment comme des prérogatives rattachées à la nature humaine. Ce sont des droits qui sont reconnus et que chaque autorité a pour devoir de protéger et de sauvegarder. Ils constituent un espace sacré et infrangible. Ces droits ont été affirmés pour combattre l'arbitraire des pouvoirs politiques. De façon plus étendue, le respect des droits humains s'imposent à tous, car chacun est libre et chacun vaut chacun. C'est sur cette base de la liberté et de l'égalité primordiales des êtres humains que s'édifient tous les autres droits.

La sauvegarde de ces droits qui constituent la personnalité et la dignité de l'homme passe par la démocratie. Celle-ci est la forme de gestion sociale par laquelle les individus en s'unissant, renoncent à la barbarie de l'état de nature pour un état de droit. Ils restent par-là aussi libres qu'ils le sont dans leur essence.

En enseignant le processus démocratique, la philosophie amènent les enfants à prendre conscience que le véritable vivre ensemble est un "contrat" que chacun entretient avec la communauté et que pour cela nous avons tous

des droits et devoirs les uns envers les autres. Si personne n'est par nature au-dessus de personne, chacun a le droit de prétendre à tous les postes que sa qualité de citoyen et sa compétence lui permettent. La question de l'alternance est ainsi un des facteurs de la démocratie moderne. En retour, chaque citoyen a des devoirs vis-à-vis de la communauté dont il s'engage à préserver l'unité et l'essence fondamentale. Il ne doit rien n'entreprendre qui mette en péril, ni sa propre vie, ni celle d'autrui.

La contribution de la philosophie à la culture de la paix par l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie prépare à une insertion harmonieuse de l'individu dans le corps social de sorte à éviter des conflits préjudiciables à la cohésion d'ensemble. La philosophie peut ainsi construire la paix en Afrique.

La promotion de la tolérance comme facteur de paix

La contribution de la philosophie à La culture de la paix peut aussi se faire par l'explicitation et la pratique de la tolérance. La philosophie enseigne la saisie du sens. Elle doit montrer que la tolérance n'est pas une passive indifférence des uns aux autres; mais une pratique communautaire de la reconnaissance de l'autre.

Aujourd'hui plus qu'hier, l'un des grands défis à relever est de savoir vivre avec la diversité qui nous entoure. Ce défi prend une forme plus spécifique pour les Ivoiriens dont le pays est non seulement une terre d'accueil, mais aussi un Etat multiculturel et multiethnique. Dans un pays et à une époque où les cultures sont contraintes de vivre les unes avec les autres et s'interpénètrent de plus en plus, l'éducation doit désormais enseigner en priorité les valeurs et les compétences indispensables pour apprendre à vivre ensemble.⁹ L'école en constitue une illustration primordiale.

Par la pratique de la tolérance, il s'agit d'inculquer à nos enfants et à nos jeunes un esprit d'ouverture et de compréhension à l'égard des autres peuples, à l'égard de la diversité de leurs cultures et de leurs histoires. Pour consolider l'unité nationale et apprendre à mieux se connaître, on doit initier et encourager

---

⁹ Frédéric Mayor, Directeur général de l'UNESCO, Préface du livre de READON, Betty A. *La tolérance, porte ouverte sur la paix*. Paris: UNESCO, 1997.

des rencontres entre jeunes de différentes régions, sans distinction d'origine ethnique, de religion, de sexe. Cela contribue à la reconnaissance profonde de l'humanité que tous les hommes ont en commun.

Les citoyens doivent se rendre compte par la tolérance, combien il est important de refuser la violence et d'adopter les moyens de droit pour résoudre les différents et les conflits inévitables lorsque l'on vit en communauté. Les événements de ces derniers temps viennent d'instruire chacun de ce que la guerre qui, ailleurs, a endeuillé des peuples peut aussi prendre possession de notre pays si nous ne nous engageons pas véritablement à la culture de la paix. Ce que l'on gagne par les guerres ne vaut pas du tout ce que l'on acquiert et conserve par la culture de la paix.

Les valeurs relatives à la tolérance, la bonne gouvernance, la liberté et la dignité de la personne humaine seront d'autant mieux rendues explicites et accessibles qu'elles seront enseignées dans le cadre de la philosophie. Celle-ci est à même de forger, dans les générations présentes et à venir, des sentiments d'altruisme, d'ouverture et de respect d'autrui, de solidarité et de partage. Tout en se basant sur la confiance en leur identité, ces générations pourront alors reconnaître les multiples aspects de la personne humaine dans des contextes culturels et sociaux différents. L'expérience et la pratique de mon prochain m'ouvrent les voies de la connaissance de moi-même.

Comme on le voit, la philosophie peut valablement contribuer au développement des pays africains pour peu qu'on lui fasse confiance et qu'elle ait les moyens de son efficacité. La philosophie du contrat par exemple nous montre le vivre ensemble nécessite une véritable coopération. C'est ensemble que nous vivons, que nous rencontrons des problèmes, c'est donc ensemble et de façon solidaire et complémentaire que nous devons en chercher les solutions.

Il faut par conséquent prendre pleinement conscience que tolérance, culture de la paix, démocratie, droits de l'homme, sont des valeurs et attitudes qui ont un fondement hautement éthique. Le fond moral qui les porte s'appelle *l'amour*. Amour non pas comme *Eros*, mais Amour comme *Agapè*, c'est-à-dire comme reconnaissance de l'autre en moi, et moi dans l'autre. Toutes les grandes religions d'ailleurs expriment cet amour du prochain comme socle de la vie ensemble. En me reconnaissant en l'autre, et en reconnaissant l'autre en moi, il n'y aura jamais de raison que je veuille lui faire du mal, car personne n'aspire à l'autodestruction. Toute guerre pourrait ainsi être évitée.

Pour que ces objectifs soient atteints, il importe que la philosophie investisse à nouveau tout le champ de la culture, conformément à sa vocation première.

PERSPECTIVES: POUR UNE PRATIQUE GENERALISEE DE LA PHILOSOPHIE

Parce que la philosophie prend en compte la totalité de l'homme, il n'est nulle question se rapportant à l'homme – à ses formes de gouvernement, à ses connaissances, à son histoire, à sa conduite – qui lui soit étrangère. Si elle se convainc de pouvoir s'adresser à toutes les sphères de la pensée et de la vie, pourquoi ne pas favoriser son exercice comme pratique plus généralisée? Cet exercice pose, au-delà des préoccupations politiques, la question de la place de l'enseignement philosophique dans la société.

Si l'enjeu principal de cet enseignement reste la formation du citoyen, il est tout aussi important d'en faire le lieu d'une réappropriation des différentes sciences et des différents secteurs de l'éducation. A cet effet, il est heureux de constater que l'effort des professeurs de philosophie de Côte d'Ivoire ait abouti à l'instauration de l'enseignement de la philosophie dans les classes de première de nos lycées.

Toutefois, d'autres étapes restent à franchir: investir tous les secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle:

- Enseignement technique par la philosophie de la technique;
- Faculté de droit par la philosophie politique et la philosophie du droit dont l'enseignement est dispensé jusqu'ici par les juristes;
- Faculté de Médecine par la bioéthique;
- Faculté des sciences par l'épistémologie ou la philosophie des sciences.

A titre d'illustration de cette ouverture, on peut signaler la relation entre les sciences physiques et la philosophie. Il fut un temps où l'omnipotence de la philosophie était universellement reconnue. A cette époque, les philosophes traçaient avec assurance, les grandes lignes de notre image du monde, laissant aux physiciens le soin ingrat d'en compléter les détails. Les rapports entre

science et philosophie ont connu plusieurs variations dans l'histoire de la pensée humaine (concaténation, subordination, autonomie, adaptation mutuelle). Le jour où la physique devint autonome, au point de vue de sa méthode et de son objet, les physiciens abandonnèrent toute préoccupation d'ordre philosophique. De nos jours, le simple mot de philosophie ne suscite parmi eux que sourires ironiques parfois dédaigneux.

Et pourtant, ce n'est pas en ignorant simplement la philosophie qu'on pourra écarter toute suspicion de ce côté-là. De fait, se désintéresser ostensiblement de la philosophie revient, en général à substituer à une philosophie explicite, une philosophie implicite, c'est-à-dire beaucoup moins élaborée et beaucoup plus insidieuse. On voit des physiciens se débarrasser des systèmes dogmatiques pour en embrasser un autre, à savoir l'opérationnalisme.

Quoiqu'il en soit, adhérer au credo opérationnaliste ou le critiquer, c'est faire de la philosophie. Comme quoi, on ne peut échapper à la philosophie que par la philosophie. Ce schéma de la physique est applicable à toutes les autres sciences constituées. Il faut retenir en effet qu'aucun scientifique n'est neutre du point de vue philosophique. Il adhère dogmatiquement en général, inconsciemment ou non, à un système philosophique. Les questions qui fondent la raison de cette coexistence ne sont pas simplement techniques. Elles sont plutôt d'ordre fondationnel, méthodologique, éthique, etc. A travers elles se dégagent des préoccupations métascientifiques, du reste, très éclairantes sur l'interprétation des formalismes mathématiques, les concepts théoriques, l'intérêt des axiomatiques, la nature et le rôle des théories, le sens à donner aux paradigmes, l'idée de progrès, etc.

Sur la base de ce qui précède, on comprend assez aisément les motivations de la philosophie à visiter d'un point de vue critique, tous les champs épistémiques où se condensent de façon systématique, les produits de la raison humaine y compris dans leurs développements les plus récents comme la bioéthique, la philosophie de la technique, l'informatique, etc.

Or donc, l'enjeu de tout ceci c'est la coexistence des libertés. La décision de philosopher en politique est liée au désir de voir l'ordre de la raison prendre en charge notre existence individuelle et collective, de voir le sens s'inscrire au cœur de notre vie. C'est qu'il n'existe de vie digne de l'homme qu'à la condition que l'absolu du sens nous devienne un impératif catégorique.

N'est-ce pas cette préoccupation qui, comme une tâche infinie, vient révéler le lien immanent entre **Philosophie** et **Démocratie**? La raison comme sens se veut soi-même comme monde afin de manifester qu'elle demeure la raison affirmative de l'être-soi-ensemble avec les autres. De la sorte seulement, elle satisfait à son essence en édifiant, ni pour le jour qui passe, ni pour le jour qui vient, mais pour ce qui ne cesse de survenir! L'Afrique ne saurait désespérer d'elle-même.

Resumo: Este artigo trabalha com a idéia de que a filosofia pode trazer sua contribuição no processo de democratização na África, pois, definida como forma de expressão livre e pública do pensamento, ela tem como missão refletir sobre a ordem natural, daí a preeminência do ser (homem). Por isso, sua contribuição intensiva e profunda reside na apreensão do sentido. Para o autor, um olhar sobre a história revela que há uma relação entre a filosofia e a democracia, uma vez que esta última, de modo geral, assenta na idéia de um direito natural ligado à natureza humana. Por causa do paradoxo que caracteriza a situação na África desde 1990 em termos de democracia, a filosofia tem como missão esclarecer os conceitos-chave do iceberg democrático: o sistema representativo, o direito ao voto, o estado de direito e o respeito pelos direitos humanos, concluindo que a filosofia deveria ser ensinada não apenas em todos os níveis de ensino, do básico ao superior, como também na formação profissional.

Palavras-chave: filosofia, democratização, África, anos 90.